Conseil municipal du 8 janvier 2019

Le mardi huit janvier deux mille dix-neuf, à vingt heures, le Conseil Municipal s'est réuni en son lieu habituel sous la présidence de Monsieur Bertrand ASTRIC, maire.

Absents excusés et représentés : Mme Virginie AUFFRET, absent excusé, procuration à Mme Françoise BERNARD; Mme Véronique LEMESTRE, absente excusée, procuration à M. Rémy LUCAS ; Mme Florence MONNIN, absent excusée, procuration à M. Rémy MICHON ; M. Yves FADIER, absent excusé, procuration M. Hervé REYSSIE; M. Bernard BONNOT, absent excusé, procuration à M. Roland DEMESMAY

La séance est ouverte à 20h00.

Le compte-rendu de la réunion du 3 décembre 2018 est approuvé.

M. Roland DEMESMAY a été élu secrétaire de séance.

1. Ouverture anticipée de crédits d'investissement au Budget Primitif 2019

Le Maire expose qu'afin de régler des factures d'investissement de la fin de l'année 2018 et dans l'attente du vote des budgets primitifs 2019 il y a lieu d'ouvrir par anticipation des crédits d'investissement.

Le Maire précise que ces ouvertures anticipées de crédits sont réglementairement prévues dans la limite du quart des crédits d'investissement du budget N-1.

Ces crédits seront repris en dépenses d'investissement aux BP 2019 aux articles budgétaire correspondants. L'exposé du Maire entendu, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à **l'unanimité** et autorise le Maire à effectuer des dépenses d'investissement sur les budgets primitifs 2019 (budget Général et budget Lotissement du Stade) avant leurs votes dans la limite des 25% des dépenses d'investissement effectuées l'année N-1.

2. CAGB : mise à jour des statuts

Le Maire expose que l'extension des compétences de la CAGB a été validée par délibérations concordantes du Conseil communautaire du 29 juin 2018 et de la majorité qualifiée des communes membres, puis entérinée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2018, à effet du 1^{er} janvier 2019.

Toutefois, des évolutions législatives et jurisprudentielles nécessitent de mettre à jour les statuts de la CAGB sur la rédaction de certaines compétences. En outre, d'autres compétences doivent être précisées.

Dans ce cadre, le Conseil communautaire du 15 novembre 2018 s'est prononcé favorablement sur la mise à jour des statuts de la CAGB sur les points suivants :

- Article 1 : Actualisation de la liste des communes membres de la CAGB suite à la création de la commune nouvelle de Marchaux-Chaudefontaine

- Article 6.1 : modification de la rédaction des compétences en matière d'assainissement, eaux pluviales, distribution publique d'électricité, abris voyageurs, aires d'accueil des gens du voyage
- Article 6.2 : modification de la rédaction des compétences en matière d'aménagement numérique et d'activités de pleine nature.

La délibération du Conseil communautaire du 15 novembre 2018 explicitant ces modifications a été notifiée aux communes membres de la CAGB le 19 novembre 2018.

Conformément à l'article L.5211-17 du CGCT, le Conseil municipal est aujourd'hui invité à se prononcer sur la modification des articles 1 et 6 des statuts de la CAGB :

Rédaction actuelle (arrêté préfectoral du 6/11/2018)	Nouvelle rédaction proposée (délibération du 15/11/2018)
Article 1^{er}	
<u>Article 1 - Composition et dénomination</u>	<u>Article 1 - Composition et dénomination</u>
En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué entre les communes d'Amagney, Arguel, Audeux, Avanne-Aveney, Besançon, Beure, Bonnay, Boussières, Braillans, Busy, Byans-sur-Doubs, Chalèze, Chalezeule, Champagny, Champoux, Champvans-les-Moulins, Châtillon-le-Duc, Chaucenne, Chaudfontaine, Chemaudin-et-Vaux, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Dannemarie-sur-Crête, Deluz, Devecey, Ecole-Valentin, Fontain, Franois, Geneuille, Gennes, Grandfontaine, La Chevillote, La Vèze, Larnod, Le Gratteris, Les Auxons, Mamirolle, Marchaux, Mazerolles-le-Salin, Merey-Vieilley, Miserey-Salines, Montfaucon, Montferrand-le-Château, Morre, Nancray, Noironte, Novillars, Osselle-Routelle, Palise, Pelousey, Pirey, Pouilley-Français, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rancenay, Roche-	En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué entre les communes d'Amagney, Arguel, Audeux, Avanne-Aveney, Besançon, Beure, Bonnay, Boussières, Braillans, Busy, Byans-sur-Doubs, Chalèze, Chalezeule, Champagny, Champoux, Champvans-les-Moulins, Châtillon-le-Duc, Chaucenne, Chemaudin-et-Vaux, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Dannemarie-sur-Crête, Deluz, Devecey, Ecole-Valentin, Fontain, Franois, Geneuille, Gennes, Grandfontaine, La Chevillote, La Vèze, Larnod, Le Gratteris, Les Auxons, Mamirolle, Marchaux-Chaudfontaine , Mazerolles-le-Salin, Merey-Vieilley, Miserey-Salines, Montfaucon, Montferrand-le-Château, Morre, Nancray, Noironte, Novillars, Osselle-Routelle, Palise, Pelousey, Pirey, Pouilley-Français, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rancenay, Roche-lez-Beaupré,

<p>lez-Beaupré, Roset-Fluans, Saint-Vit, Saône, Serre-les-Sapins, Tallenay, Thise, Thoraise, Torpes, Vaire, Velesmes-Essarts, Venise, Vieilley, Villars-Saint-Georges, Vorges-les-Pins, une communauté d'agglomération qui prend la dénomination de Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.</p>	<p>Roset-Fluans, Saint-Vit, Saône, Serre-les-Sapins, Tallenay, Thise, Thoraise, Torpes, Vaire, Velesmes-Essarts, Venise, Vieilley, Villars-Saint-Georges, Vorges-les-Pins, une communauté d'agglomération qui prend la dénomination de Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.</p>
<p>Au sein de l'article 6.1</p>	
<p><u>3. En matière d'aménagement de l'espace :</u></p> <p>b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains</p>	<p><u>3. En matière d'aménagement de l'espace :</u></p> <p>b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains ; installation et entretien des abris voyageurs affectés au service public des transports urbains</p>
<p><u>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</u></p> <p>a) Assainissement et eau</p>	<p><u>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</u></p> <p>a) Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2244-8, gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1 et eau</p>

<p>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</p> <p>g) Concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz</p>	<p>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</p> <p>g) Concessions de la distribution publique de gaz ; Autorité organisatrice et concession de la distribution publique d'électricité</p>
<p>7. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.</p>	<p>7. Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.</p>
<p>Au sein de l'article 6.2</p>	
<p>12. Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire</p>	<p>« 12. En matière d'aménagement numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire dans le cadre de l'article L.1425-1 du CGCT - Participation à un réseau en groupement fermé d'utilisateurs - Etude des usages numériques pour le développement de la ville intelligente dans le cadre des compétences communautaires
<p>14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de schémas - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire - Participation au financement d'itinéraires connexes. 	<p>14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT et autres activités de pleine nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de schémas - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire - Participation au financement d'itinéraires connexes.

L'exposé entendu, le conseil municipal à se prononce l'unanimité favorablement à la modification des statuts de la CAGB exposée ci-dessus.

3. CAGB : convention de gestion des services d'entretien de la voirie

Le Maire expose que la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon exercera, à compter du 1^{er} janvier 2019, en lieu et place des communes membres, les compétences définies à l'article 6 de ses statuts, en application de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2018, à effet du 1^{er} janvier 2019, parmi lesquelles les compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ».

Conformément aux principes délibérés en Conseil Communautaire du 29 juin 2018 et relatifs à l'extension des compétences du Grand Besançon, les élus ont souhaité associer fortement les communes en les plaçant au cœur des dispositifs envisagés. Ces principes reprennent largement les engagements énoncés dans la Charte de gouvernance renouvelée et adoptée par le Conseil Communautaire du 15 février 2018.

Ainsi, les modalités d'exercice des compétences reconnaissent un principe de subsidiarité pour la gestion des missions de proximité relatives aux compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ».

Cette subsidiarité se traduit par la signature d'une convention de gestion des services d'entretien passée entre le Grand Besançon et chacune des 68 communes membres, hors la Ville de Besançon pour laquelle les ressources (humaines, financières et matérielles) sont transférées au Grand Besançon pour l'exercice des compétences communautaires.

Sur le fondement de l'article L.5216-7-1 du CGCT, la convention de gestion précise les missions assurées par les communes. La rémunération de ces missions en année 0 correspond à 95 % de l'attribution de compensation « entretien courant de voirie » hors missions éclairage public et ouvrages d'art qui restent exercées par le Grand Besançon et hors consommations liées à l'éclairage public.

- Le chapitre 1 de la convention précise l'exercice des compétences liées à la voirie.

L'annexe 1 liste précisément les missions et l'annexe 3 cartographie pour chaque commune les voies, parcs et aires de stationnement concernés par la convention.

La Commune met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées en s'appuyant notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci auxdites missions ;
- les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- les contrats passés par la Commune pour leur exercice.

Pour l'exercice des missions confiées au titre de la convention, le Grand Besançon versera à la Commune une somme forfaitaire égale à 95 % du montant définitif de l'attribution de compensation « Entretien courant de voirie », tel que calculé par la CLECT pour l'évaluation du transfert des compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ». Cette somme sera par la suite indexée annuellement, et ajustée le cas échéant par avenant en cas d'extension du périmètre de voiries et aires de stationnement transféré.

La Commune établira un bilan annuel sur l'exécution de la convention.

➤ Le chapitre 2 présente les dispositions propres à l'éclairage public.

L'entretien et le renouvellement des dispositifs d'éclairage public accessoires de voirie relèvent de la compétence du Grand Besançon, qui en assurera le suivi technique et la charge financière.

Chaque commune choisit le niveau de service assuré par le Grand Besançon selon le détail présenté en annexe 2. Le montant de l'attribution de compensation relative au transfert de la compétence voirie prend en compte ce niveau de service déterminé.

Le niveau de service choisi par la Commune au 1^{er} janvier 2019 est :

BASIQUE (25 €/point lumineux)

REDUITE (15 €/point lumineux)

Le montant de la convention pourra être modulé, à la hausse ou à la baisse, par :

- Toute modification du niveau de service d'entretien, sur décision de la Commune ;
- Toute modification du régime d'allumage ou d'extinction nocturne engendrant des économies ou dépenses supplémentaires, sur décision de la Commune ;
- Les remboursements de consommation des équipements hors éclairage public transféré, pour chaque contrat d'énergie, sur la base de l'inventaire qui a servi d'assiette au calcul des AC.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019 pour une durée d'un an renouvelable trois fois de manière tacite pour la même durée.

Les membres du conseil municipal sont, **à l'unanimité** :

- se prononce sur les modalités d'exercice des missions confiées aux communes dans la convention de gestion des services d'entretien « Voirie », « Parcs et aires de stationnement » et « Signalisation » ;
- autorise le Maire, ou son représentant, à signer la convention avec le Grand Besançon.

4. SIVOM de Boussières : suspension du marché relatif à l'extension du bâtiment

Le Maire informe le conseil qu'il a demandé au Préfet de vérifier la conformité du marché relatif à l'extension du bâtiment administratif et technique du SIVOM de Boussières.

5. Local de l'ancien bureau de poste

Le Maire expose qu'il a reçu une demande pour la location de l'ancien bureau de poste situé 8 Route de Besançon en vue d'exercer une activité de thérapie familiale. La personne demande au conseil de revoir le loyer qui était fixé à 350 € pour les deux premières années de l'activité.

Le Maire soumet cette demande au conseil.

Après débat le conseil municipal par 9 voix pour et 5 voix contre décide de maintenir le loyer mensuel à 350 € compte tenu de l'emplacement, de la surface proposée mais aussi par soucis d'équité.

6. Réunion Bibliothèque

Mme BERNARD rend compte de la réunion du 15 décembre 2018 concernant l'activité 2018 à la Bibliothèque.

Le Bilan comptable est présenté. Le montant annuel de l'adhésion reste inchangé pour 2019, soit 1.70 par habitant de chaque communes membres.

La commune d'Abbans-Dessus confirme son retrait, néanmoins les familles peuvent toujours adhérer à la Bibliothèque moyennant une participation plus importantes que ceux des communes membres.

Le plan des travaux d'extension de la Bibliothèque a été présenté. La problématique du remplacement des bénévoles actuelles est de plus en plus d'actualité. Il convient de réfléchir avec les communes membres aux solutions à envisager.

7. Point sur les projets

Projet Cure : fermeture à la circulation de l'ensemble de la rue de l'Eglise durant la période des travaux, sauf pour les riverains qui peuvent accéder par le haut de la rue. L'arrêt de bus scolaire a été déplacé rue du centre.

La partie démolition de la cure est réalisée. Les travaux de toiture débuteront dans la foulée.

MDL : Roland DEMESMAY, Adjoint, informe l'assemblée qu'une réunion est prévue avec les architectes afin de préciser et d'affiner le DCE (document de consultation des entreprises). L'objectif de cette réunion est de définir la pondération des critères de choix des entreprises. La réunion devrait se tenir le 24 janvier au matin.

Projet lotissement Pâturage : les intéressés sont d'accord pour l'échange. Le géomètre doit venir métrer les parcelles.

Sculpture : l'œuvre avance. Le socle est à prévoir.

Questions diverses

Fibre : Bertrand ASTRIC, Maire, informe le conseil que les raccordements aux maisons seront en FFTH c'est-à-dire en fibre et non en réseau cuivre (FFTX).

Pylône Orange : les études de sol ont débuté le 7 janvier 2019.

Cahier de doléances : Françoise BERNARD, Adjointe, indique l'existence en mairie d'un cahier de doléances. L'information défile sur le panneau lumineux.

Relais Petite Enfance : les communes membres du relais Petite Enfance devaient se prononcer sur le choix d'implantation des nouveaux locaux. Le SIVOM ayant la compétence enfance, représente les communes de Boussières et des environs au sein du relais. Françoise BERNARD informe le conseil que le SIVOM n'a pas participé au vote.

Grand Besançon Magazine : tous les deux mois, le Grand Besançon sollicite les communes membres pour l'éventuelle insertion d'articles dans cette publication. Françoise BERNARD invite les conseillers à réfléchir sur la communication d'articles relatifs à la rénovation et la réhabilitation du patrimoine communal (projet Cure et toiture Eglise).

Loi Ad'Ap : Rémy LUCAS, conseiller municipal, se charge de réactualiser le dossier de l'accessibilité des bâtiments communaux.

Grand Loup : Françoise BERNARD informe le conseil que le Grand Loup est en cours d'impression. Elle explique également qu'elle s'est chargée de l'écriture de la plupart des articles ce qui pose la question de la conception de cette publication sur le fond et la forme.

Théâtre improvisation : Françoise BERNARD rappelle qu'un spectacle d'improvisation sur les conduites addictives aura lieu à la Maison des Loups le 15 février 2019 à 20 heures. Ce spectacle est organisé par les Francas du Doubs (Mouv'Ados) et les communes de Boussières, Chemaudin et Vaux, Montferrand le Château, Thoraise et Torpes.

La séance est levée à 22h15